



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/5401/Add.2
12 mars 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-huitième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

RENSEIGNEMENTS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS SUR LES TERRITOIRES
D'AFRIQUE ET LES TERRITOIRES ADJACENTS SOUS ADMINISTRATION DU
ROYAUME-UNI

Note du Secrétaire général

RHODESIE DU NORD

Comme suite à la déclaration faite le 27 septembre 1961 par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement du Royaume-Uni a transmis au Secrétaire général les renseignements politiques et constitutionnels suivants sur le territoire de la Rhodésie du Nord.

Ces renseignements, reçus le 26 février 1963, sont communiqués à l'Assemblée générale à sa dix-huitième session^{1/}.

^{1/} Conformément à la résolution 1700 (XVI) adoptée par l'Assemblée générale, le 19 décembre 1961, ces renseignements sont également communiqués au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

RHODESIE DU NORD

POPULATION

1. Selon les estimations, la population de la Rhodésie du Nord s'élevait le 30 juin 1962 à 2 550 000 habitants, dont 2 462 000 Africains, 77 000 Européens et 11 000 personnes environ d'autres origine, surtout des Asiatiques.

STATUT POLITIQUE ET EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION POLITIQUE

2. La Rhodésie du Nord est un protectorat britannique qui fait partie de la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland.

3. La première mesure importante ouvrant la voie à un système ministériel de gouvernement a été prise en 1954, lorsqu'on a posé le principe que les membres du Conseil exécutif seraient collectivement responsables des décisions gouvernementales. Le Conseil exécutif comprenait alors 4 membres non fonctionnaires ayant un portefeuille ministériel, et le Conseil législatif se composait de 26 membres, dont 4 Africains.

4. La Constitution adoptée en 1959 a élargi le Conseil exécutif et le Conseil législatif, donné aux membres du Conseil exécutif le titre de ministres, prévu une majorité de non fonctionnaires au sein de ce Conseil et modifié le système des élections au Conseil législatif. Le nouveau système, qui est toujours en vigueur prévoit deux collèges d'électeurs. La Constitution actuelle est entrée en vigueur en septembre 1962. Elle a élargi l'électorat et porté à 45 le nombre des membres élus du Conseil législatif; le Gouverneur est autorisé à nommer les membres fonctionnaires, dont le nombre ne doit pas dépasser six, et, au besoin, quelques membres chargés de représenter des intérêts particuliers (en fait, seuls les 6 membres fonctionnaires ont été nommés). Les premières élections générales régies par la nouvelle Constitution ont eu lieu le 30 octobre 1962; elles ont été complétées par des élections partielles, le 10 décembre 1962. Le Conseil exécutif, pris au sein du nouveau Conseil législatif, est entré en fonction le 15 décembre 1962.

CONSTITUTION

5. Voici les principaux traits de la Constitution actuelle :

Le Gouverneur

6. Le Gouverneur (actuellement sir Evelyn Hone), nommé par le Gouvernement britannique, est le représentant de la Reine et le chef de l'Exécutif du Territoire.

Dans l'exercice de ses pouvoirs exécutifs, il prend l'avis du Conseil exécutif. Dans certaines circonstances, il est habilité à agir sans consulter le Conseil ou sans suivre son avis, mais le cas ne se présente que rarement et nécessite une procédure spéciale, qui veut notamment que le Gouvernement britannique soit immédiatement saisi d'un rapport. Les lois votées par le Conseil législatif doivent avoir l'agrément du Gouverneur.

Le Conseil exécutif

7. Le Conseil exécutif est le principal organe exécutif, chargé de l'administration du territoire, dans le cadre des attributions du gouvernement territorial. Il se compose de six ministres, nommés par le Gouverneur après consultation des personnes qu'il considère comme les plus capables d'obtenir l'appui de la majorité des membres élus du Conseil législatif, et de quatre fonctionnaires : le Secrétaire principal, l'Attorney-General, le Ministre des finances et le Ministre des affaires indigènes. Le Conseil siège sous la présidence du Gouverneur. Voici sa composition actuelle :

M. K. D. Kaunda (UNIP)	Ministre de l'administration locale et de la protection sociale
M. H. M. Nkumbula (ANC)	Ministre de l'enseignement africain
M. C. E. Cousins (ANC)	Ministre des terres et des ressources naturelles
M. R. C. Kamanga (UNIP)	Ministre du travail et des mines
M. S. M. Kapwepwe (UNIP)	Ministre de l'agriculture africaine
M. F. N. Stubbs (ANC)	Ministre des transports et des travaux publics

Membres fonctionnaires

M. R. E. Luyt	Secrétaire principal
M. B. R. Doyle	<u>Attorney-General</u> et Ministre de la justice
M. T. C. Gardiner	Ministre des finances
M. F. M. Thomas	Ministre des affaires indigènes

Le Conseil législatif

8. Le corps législatif de la Rhodésie du Nord se compose d'une seule Chambre : le Conseil législatif, qui compte des membres élus et des membres nommés et qui est présidé par le Speaker. Aux termes de la constitution, le Conseil législatif

doit comprendre 45 membres élus et un petit nombre de membres nommés par le Gouverneur, dont les quatre membres fonctionnaires du Conseil exécutif et deux autres fonctionnaires. Une disposition constitutionnelle permet également au Gouverneur de nommer d'autres membres chargés de représenter des intérêts spéciaux, mais il n'a pas, jusqu'à présent, fait usage de cette faculté. On compte, parmi les membres élus du Conseil, 19 Africains, 16 Européens, un Asiatique et un métis (Coloured). Huit sièges nationaux resteront sans titulaire jusqu'à la fin de la présente législature (voir par. 10).

La Chambre des Chefs

9. Il existe en outre une Chambre des Chefs, qui représente tous les chefs du territoire et dont les fonctions sont consultatives et non législatives.

SYSTEME ELECTORAL

10. Aux termes de la Constitution actuelle, les membres du Conseil législatif sont élus par deux collèges comprenant des électeurs des divers groupes ethniques. Quinze membres sont élus par les électeurs du collège supérieur (Upper Roll) et quinze par ceux du collège inférieur (Lower Roll); sur les quinze membres restants, un est élu conjointement par les Asiatiques et les métis (Coloured) et les 14 autres par les deux collèges votent ensemble dans sept circonscriptions nationales disposant chacune de deux sièges. Pour ces derniers sièges, les deux collèges se voient attribuer le même nombre de voix et, pour être élus, les candidats doivent obtenir a) au moins 10 p. 100 des suffrages de chacun des deux groupes raciaux et b) 20 p. 100 des voix de l'un des deux collèges. Les élections organisées selon ces nouvelles dispositions ont eu lieu le 30 octobre 1962, et les élections complémentaires, le 10 décembre. Huit sièges attribués aux circonscriptions nationales n'ont pu être pourvus, aucun candidat n'ayant obtenu le pourcentage requis de voix des deux groupes raciaux; conformément à la Constitution, ces sièges resteront vacants.

11. Voici la composition actuelle du Conseil législatif :

<u>United National Independence Party</u> :	13 sièges	} bloc gouvernemental
<u>African National Congress</u> :	7 sièges	
<u>United Federal Party</u> :	16 sièges	

PARTIS POLITIQUES

L'African National Congress (ANC) : Chef : M. H. M. Nkumbula

12. L'ANC a été créé en 1948. Il se propose d'obtenir le suffrage universel des adultes et la sécession de la Rhodésie du Nord. Il possède 7 sièges au Conseil législatif (5 Africains et 2 Européens) et s'est allié au United National Independence Party pour former un gouvernement de coalition.

L'United Federal Party (UFP) : Chef : M. H. J. Roberts

13. L'UFP a été fondé en 1953 sur une base interterritoriale. Il poursuit une politique d'association entre les races, fondée sur les valeurs communes. Comme son nom l'indique, il ne veut pas que la Rhodésie du Nord se retire de la Fédération. Il dispose de 16 membres au Conseil législatif (14 Européens et 2 Africains).

L'United National Independence Party (UNIP) : Chef : M. K. D. Kaunda

14. L'UNIP a été fondé en 1958. Sa politique est analogue à celle de l'African National Congress avec lequel il coopère au sein du gouvernement de coalition. Il dispose de 13 sièges au Conseil législatif (12 Africains et un Coloured).

JUSTICE

15. La Haute-Cour de Rhodésie du Nord se compose du Président (Chief Justice) et de quatre conseillers (Puisne Judges). Le Président et deux conseillers siègent à Lusaka (pour les affaires de la province centrale) et se déplacent pour les affaires de la province de l'Est et du Barotseland. Deux conseillers siègent à Ndola pour les affaires des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, et se déplacent pour les affaires des provinces du Nord et de Luapula. Il existe en outre des tribunaux inférieurs et des tribunaux indigènes. Ces derniers rendent la justice selon le droit et la coutume indigènes de leur ressort, pour autant qu'ils ne soient pas incompatibles avec les lois du territoire. Ils peuvent également rendre des ordonnances, dans le cadre des limites prescrites.

ADMINISTRATION LOCALE

16. Dans les régions rurales, l'administration locale est assurée principalement par les autorités indigènes, dont la position et les pouvoirs reposent, dans une grande mesure, sur la coutume locale. Normalement, chaque autorité indigène a

un conseil représentatif dont la composition est régie par la coutume. Ces autorités peuvent prendre des arrêtés et des règlements dans des matières telles que l'agriculture, les forêts, la protection du gibier et la perception des taxes ou redevances locales. Leur structure et leur organisation varient considérablement, étant fonction des institutions locales traditionnelles.

17. Dans les zones urbaines, les principales autorités locales sont les conseils municipaux (dont un City Council), qui gèrent les grandes municipalités, les conseils de commune (township management boards) qui administrent les agglomérations moins importantes, et les conseils de commune africaine, qui fonctionnent dans les communes africaines voisines des villes. Les conseillers municipaux sont en majorité issus de l'élection, un tiers d'entre eux étant élus chaque année par les électeurs qui doivent remplir certaines conditions de propriété ou de location dans la circonscription. Les conseils ont le pouvoir de percevoir des taxes locales, de contracter des emprunts, de prendre des arrêtés, de gérer des groupes de logements et d'assurer d'autres services : voirie, adduction d'eau, électricité, parcs, lutte contre l'incendie, nettoyage, police des débits de boissons, hygiène publique, urbanisme, etc. Les conseils de commune se composent de membres nommés ou élus; ils ne peuvent prendre d'arrêtés ni contracter d'emprunts en dehors de l'Administration, mais leurs autres attributions sont semblables à celles des conseils municipaux.
